

Compte rendu

Ouvrages recensés :

Kaminsky, Catherine et Kurk, Simon. *Le nationalisme arabe et le nationalisme juif*. Paris, Presses Universitaires de France. Coll. « Les Chemins de l'Histoire », 1983, 246 p.

Halevi, Ilan. *Question juive : La tribu, la loi, l'espace*. Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. « Grands Documents », 1981, 304 p.

par Jamal Saghir

Études internationales, vol. 15, n° 4, 1984, p. 977-979.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701784ar>

DOI: 10.7202/701784ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

toujours des rapports avec certains dirigeants militaires en Iran dont la participation à un coup d'État n'est pas à exclure. Il est d'ailleurs de notoriété publique que le régime de Khomeini soupçonne ces militaires dans le pays et les tient à l'écart du pouvoir. Les *Pasdarans* sont toujours les plus fiables pour ce régime. Ces gardes révolutionnaires n'ont jamais été discrédités, comme l'étaient Rajair, Bani Sadr, Qotbzadeh, Bakhtiar et les autres.

Khomeini lui-même a su placer ses amis, ses alliés et ses proches à la commande de tous les leviers du mécanisme du parti. Il y a des conflits et des jalousies au sein du parti religieux et républicain qui est au pouvoir, à tel point qu'une guerre des ayatollahs n'est pas à exclure, comme celle qui opposa Khomeini à Shariat Madari il y a quelques années.

Les auteurs croient que Khomeini avait déjà choisi l'Ayatollah Hosein Ali Muntaziri comme successeur (p. 142). Mais personne ne peut prévoir quand ni comment cette succession se réalisera. Tout ce que nous savons, c'est que le processus politique a atteint un stade très avancé. L'Iran est toujours embourbé jusqu'à la cheville dans l'époque de la magie primitive comme il l'était il y a un siècle. (Lire à cet égard Paul Vieille sur la féodalité de ce pays.)

Nous savons que parmi tant de changements, l'isolement politique de ce pays et son isolationisme mental constituent les facteurs les plus néfastes pour son économie. Cette économie avait commencé à dégénérer dès la prise du pouvoir par Khomeini. Ce gouvernement trouve parfois commode et opportun d'encourager ses sujets à se complaire dans une sorte de rêve qui leur permet de fuir la laide réalité. Il peut même prescrire, comme le régime le fait actuellement, l'objet du rêve de ses citoyens. Il peut même intervenir dans le cours du rêve et le maintenir en parfaite conformité avec l'ordre donné. Mais le jour viendra où ces sujets risquent d'apercevoir des images bannies depuis longtemps et de commencer à murmurer de terribles hérésies dans leur sommeil.

Miron REZUN

*Queen's University
Kingston, Canada*

KAMINSKY, Catherine et KRUK, Simon. *Le nationalisme arabe et le nationalisme juif*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Les Chemins de l'Histoire », 1983, 246 p.

HALEVI, Ilan. *Question juive: La tribu, la loi, l'espace*. Paris, Les Éditions de Minuit, Coll. « Grands Documents », 1981, 304 p.

Le conflit israélo-arabe n'est pas né en 1948 avec la création de l'État d'Israël ou en 1917 avec la Déclaration Balfour, mais avec la naissance des deux nationalismes arabe et juif. Dès 1875, un groupe de jeunes chrétiens forment à Beyrouth une organisation clandestine, dénoncent, par voie d'affiches, la domination turque et lancent l'embryon d'une nation arabe. Un peu plus tard en 1891, des notables arabes de Jérusalem s'élèvent contre le « danger sioniste ». En 1911, la société « Al Fatah » réclama l'indépendance des Arabes. En 1929, éclate la première émeute arabe contre les Juifs de Palestine. Depuis, l'opposition entre les Arabes et Israël connut un véritable affrontement tant au plan interne qu'externe.

Le livre de Kaminsky et Kruk a comme objectif « d'essayer de prolonger l'actualité immédiate par un retour aux sources historiques concernant la formation de la conscience nationale arabe et de la conscience nationale juive, tout en posant la question d'influence, déterminante ou non, du phénomène de civilisation islamique et judaïque dans la formation de ces deux entités ». La délimitation spatio-temporelle suivie par les auteurs s'étale de la formation de deux consciences nationales jusqu'en 1917, à la période 1917-1930 où on explore la stratégie britannique et les refus arabes.

Ainsi, dans la première partie, les auteurs examinent l'éveil national arabe depuis les réformes de l'empire ottoman en 1839, où les structures de la Loi islamique restent prédominantes mais l'objectif est de passer d'un sultanat islamique vers un système étatique de type européen. Dans cette perspective plusieurs mouvements nationaux arabes vont surgir à Beyrouth en 1875 et en Syrie. En fait, selon

les auteurs, « l'appel à une politique réformatrice décentralisatrice constitue la première étape de la naissance du nationalisme arabe ». Ce nationalisme se détermine et trouve sa force en s'opposant avant tout aux réformes, de nature européenne, introduites dans l'empire ottoman et qui portaient atteinte aux structures islamiques de l'Empire.

Quant au nationalisme juif, il se développa avant tout dans un contexte européen. L'année 1840 est importante dans le réveil national juif. Lors du massacre de Damas, les Juifs furent accusés d'avoir assassiné un moine chrétien et son serviteur musulman. Dès lors, les événements de Damas entraînèrent un peu partout des luttes en faveur des droits des Juifs. C'est Léon Pinsker qui en 1882, suite aux massacres de Juifs en 1871 et 1881, écrivit que ces derniers n'étaient pas seulement un groupe religieux mais constituaient aussi une nation. À la même période, en France, Joseph Salvador exprima l'idée d'un retour à Sion pour le peuple juif en vue de reconstituer la Nation. Mais c'est Théodore Herzl qui, suite à l'affaire Dreyfus à Paris en 1894, va ouvertement lancer l'idée de la création d'un État-juif. Son premier essai sioniste, l'État-juif, se voulait une action concrète et comportait les assises d'un État-juif. Après le premier congrès mondial de Bâle, Herzl remplaça par contre le mot « État » par celui de « foyer ». Le projet de Herzl connut une opposition virulente dans les milieux juifs assimilés et chez les religieux orthodoxes. Selon Herzl, la priorité était donnée à l'action politique: obtenir une charte et une reconnaissance publique afin d'organiser un exode ordonné des Juifs dans le « foyer juif ». Toutefois, ce « foyer » n'avait pas encore été défini. Les deux auteurs analysent par la suite l'implantation juive comme moyen stratégique des grandes puissances et leurs intérêts respectifs vis-à-vis des Juifs et des Arabes.

La seconde partie du livre de Kaminsky et Kruk examine la politique britannique en Palestine constituée de deux phases, l'une allant de 1917 à 1929 qui serait la tendance favorable aux Juifs malgré la limitation progressive de l'établissement du Foyer national juif. Puis à partir de 1930, un renversement et

l'encouragement de la communauté arabe aux dépens des Juifs.

En somme selon les auteurs, « le nationalisme juif regroupe les concepts de territoire, de la langue, de l'histoire mais y introduit un paramètre supplémentaire, le phénomène religieux dans le sens de « civilisation », c'est-à-dire d'orientation du mode de vie suivant des préceptes issus de la Révélation. Le nationalisme arabe y introduit quant à lui « l'Islam déterminant les obligations de la vie quotidienne ».

À cela je voudrais ajouter que si le nationalisme juif est resté de nos jours lié au phénomène religieux, le nationalisme arabe a par contre connu une évolution, des fois séparable de l'Islam mais par contre inséparable de la langue qui est liée au patrimoine musulman et liée avec le Ba'ath et Nasser au socialisme.

Certes, l'État d'Israël a réussi à naître tandis que l'État national arabe au sens macro-État et macro-nationalisme a échoué. Du macro-nationalisme qu'on revendiquait, on s'est retrouvé avec des micro-nationalismes d'États. L'exemple le plus significatif est celui du Liban où, dans une certaine mesure, deux nationalismes se confrontent: le nationalisme libanais et le nationalisme arabe qui de plus en plus perd de signification au détriment du panislamisme.

Le livre de Halevi examine d'une part la dialectique des mouvements idéologiques juifs et d'autre part, pose la question juive dans son ensemble historique, religieux et politique. Il montre le mouvement par lequel le judaïsme, en tant qu'acteur de l'histoire des Juifs, a survécu, en deux aires culturelles distinctes (le monde arabo-musulman et l'Europe Latine) et comment en Europe orientale le « sujet juif » se consolidait, tandis qu'en occident le judaïsme devenait une simple dénomination religieuse. L'auteur décrit la naissance du mouvement idéologique et politique sioniste dans la crise de la société juive d'Europe de l'Est, tout en s'appuyant sur la montée d'un antisémitisme en Europe occidentale, lui-même produit de l'émigration massive des Juifs de l'Est européen vers l'extrême occident. Halevi nous brosse un tableau de l'évolution du judaïsme

et de la question juive depuis le début jusqu'à nos jours et son impact sur l'Occident et l'Orient.

Halevi rejoint Kaminsky et Kruk dans l'analyse du sionisme politique qui formula les objectifs étatiques du nationalisme juif. Cependant, Halevi approfondit et met davantage l'accent sur l'étude de l'antisémitisme qui converge de fait avec le sionisme.

En définitive, ces deux livres fournissent une foule d'indicateurs historiques sur la question juive et arabe. Le livre de Kaminsky et Kruk donne une série de références et de statistiques très intéressantes, tandis que celui de Halevi décrit rigoureusement les dimensions souvent ignorées de l'histoire juive. Le lecteur qui s'intéresse aux problèmes et aux conflits israélo-arabe trouvera dans ces deux ouvrages une source d'informations très pertinente et très intéressante.

Jamal SAGHIR

*Département de science politique
Université Laval*

MCLAURIN, R.D.; PERETZ Don; SNIDER Lewis W. *Middle East Foreign Policy: Issues and Processes*, New York, Praeger Publishers, 1982, 336 p.

Sous un titre très général, cet ouvrage est en réalité consacré à l'analyse de la politique extérieure de cinq pays du Moyen-Orient: l'Égypte, l'Irak, Israël, l'Arabie Saoudite et la Syrie. Dès le départ, les auteurs replacent ces pays dans leur contexte régional, politique et économique, mentionnant aussi bien l'impact des problèmes idéologiques (nationalisme arabe et nationalisme juif, notamment) que le cadre général des systèmes politiques du Moyen-Orient pris entre les exigences de la modernisation sociale et économique et les contraintes imposées par les conflits ambiants. De manière salutaire les auteurs soulignent aussi la nature particulière des gouvernements dans les pays arabes, insistant sur le rôle important qu'y jouent nombre d'instances non-gouvernementales. Aussi, loin de refléter un état de l'opinion publique, le pouvoir politique apparaît d'abord comme celui de certains

« groupes d'intérêts clefs » qui incluent, semble-t-il, autant des groupes à statuts prescrits que des groupements aussi divers que les partis politiques ou l'armée.

L'analyse de la politique étrangère des pays sus-mentionnés suit un même schéma. Pour chacun des pays étudiés sont d'abord passés en revue les grands traits du système politique, sa configuration juridique, la pratique politique qu'il donne à voir ainsi que les principaux groupes d'intérêts qu'il représente ou qui le combattent. Ensuite sont analysées les grandes questions de politique intérieure et étrangères auxquelles fait face le pays ainsi que la manière dont il les perçoit et les moyens par lesquels il tente de les résoudre. Enfin sont repérés, clarifiés et résumés les objectifs politiques de chacun des pays étudiés.

L'analyse de la politique extérieure des pays du Moyen-Orient est donc remise dans son contexte global et référée directement aux objectifs – et aux tensions – de la politique intérieure. Cette perspective, qui permet d'explicitier les raisons et les directions de la politique extérieure suivie, conduit cependant les auteurs à privilégier le cadre politique interne et à réserver une part restreinte à la politique extérieure proprement dite. De ce fait, l'ouvrage apparaît par de nombreux aspects et bien que les auteurs s'en défendent dans l'introduction, comme une étude de portée générale consacrée plus à l'histoire et aux systèmes politiques des pays étudiés qu'à leur politique extérieure. On relèvera aussi que l'ouvrage manque de synthèse. Cinq pages seulement – constituant un chapitre! – sont proposées en guise de conclusion à un livre qui en compte plus de trois cents. Dans cette conclusion, les auteurs soulignent, de façon hâtive, quelques grands traits généraux caractéristiques des politiques extérieures suivies par les pays du Moyen-Orient. Insuffisantes à expliquer les aspects fondamentaux de ces politiques, ces considérations ne peuvent non plus constituer un cadre théorique pour la compréhension des processus de prise de décision en matière d'affaires extérieures. Notons en outre qu'en ce qui concerne les pays arabes du Moyen-Orient, les auteurs, après avoir relevé la force